

N° DP 25/85

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE AU PROFIT DE LA COMMUNE DU REVEST-LES-EAUX D'UN BATIMENT SIS 223, BOULEVARD D'ESTIENNE D'ORVES**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le projet de convention de mise à disposition, ci-annexé,

**CONSIDERANT** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est propriétaire d'un bâtiment sis sur la commune du Revest-les-Eaux (83200), 223, boulevard d'Estienne d'Orves, cadastré section AA n°0074,

**CONSIDERANT** que par courrier en date du 26 décembre 2024, la commune du Revest-les-Eaux a sollicité la Métropole pour la mise à disposition de ce bâtiment afin d'y héberger l'antenne revestoise de la Protection Civile,

**CONSIDERANT** que dans le cadre de ce projet, la Métropole a répondu favorablement à cette demande par courrier du 7 janvier 2025,

**CONSIDERANT** qu'en égard à l'intérêt général de l'activité pour laquelle la mise à disposition est consentie, à savoir l'hébergement de l'antenne revestoise de la Protection Civile, la présente convention est consentie à titre précaire et révocable, pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction, à compter de sa prise d'effet, sans pouvoir excéder douze ans,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** la convention de mise à disposition d'un bâtiment sis sur la commune du Revest-les-Eaux (83200), 223, boulevard d'Estienne d'Orves, cadastré section AA n°0074, consentie à titre gratuit à la commune du Revest-les-Eaux pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction, à compter de sa prise d'effet, sans pouvoir excéder douze ans.

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

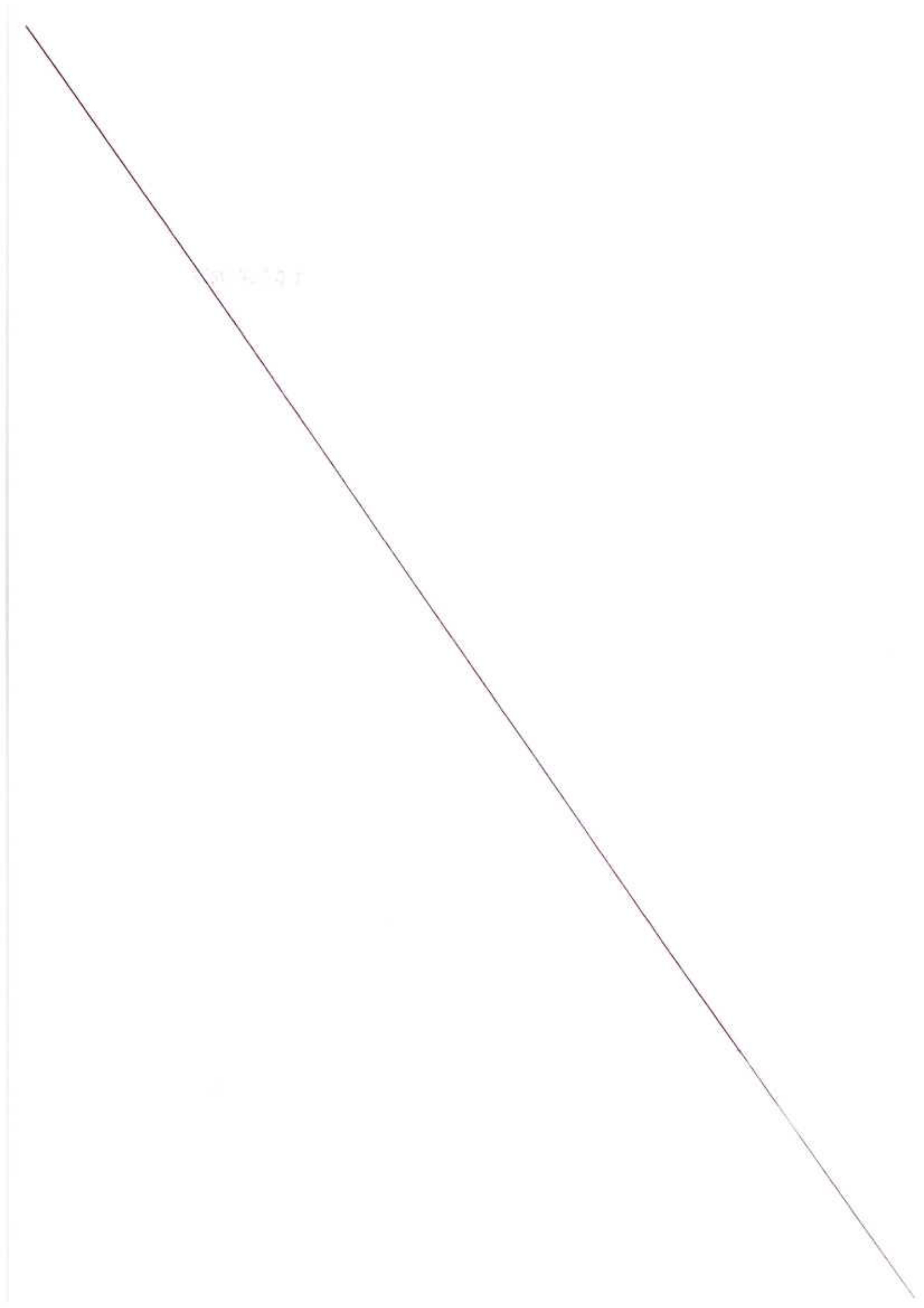
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **10 FEV. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée







**MÉTROPOLE**

**TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
CONSENTIE A LA COMMUNE  
DU REVEST-LES-EAUX  
RELATIVE A L'IMMEUBLE SITUE 223 BOULEVARD  
D'ESTIENNE D'ORVES**

**Entre**

**La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, ayant son siège à Toulon, 107, bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision n°

Ci-après dénommée « la Métropole »,

**D'une part**

**ET**

**La Commune du REVEST-LES-EAUX**, domiciliée en son hôtel de ville, Place Jean Moulin 83200 LE REVEST-LES-EAUX, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Ange MUSSO, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal de la ville du REVEST-LES-EAUX en date du 10 février 2025

Ci-après dénommé « la Commune »,

**D'autre part**

## **EXPOSE PRÉALABLE**

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE est propriétaire de l'immeuble situé au REVEST-LES-EAUX (83200) 223, boulevard d'Estienne d'Orves, édifié sur une parcelle cadastrée section AA n° 0074.

Aujourd'hui sans affectation, l'acquisition de ce bâtiment avait initialement été envisagée afin d'aménager des locaux communaux à usage d'archives municipales au 1<sup>er</sup> étage, ainsi que, dans le double garage existant, la création d'un espace de stationnement dédié aux véhicules municipaux.

Par courrier en date du 26 décembre 2024, la Commune du REVEST-LES-EAUX a sollicité la Métropole pour la mise à disposition de ce bâtiment afin d'y héberger l'antenne la protection civile revestoise.

Compte tenu de l'intérêt que représente la démarche pour la sécurité et la protection de la population du REVEST, la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE a répondu favorablement à cette demande par courrier du 7 janvier 2025.

**Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 – OBJET**

La Commune du REVEST-LES-EAUX, domiciliée en son hôtel de ville, Place Jean 83200 LE REVEST-LES-EAUX, est autorisée, en vue entre autres et notamment d'héberger l'antenne de la protection civile revestoise, à occuper la bâtisse située 223, boulevard d'Estienne d'Orves, élevée partie sur sous-sol de plain-pied, partie sur terre-plein de rez-de-chaussée en partie surélevé, combles perdus au-dessus.

### **ARTICLE 2 – DURÉE**

La présente convention est consentie pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction, à compter de sa prise d'effet, sans pouvoir excéder 12 ans. Elle est consentie à titre précaire et révocable. Elle prendra effet à compter de la remise des clefs.

### **ARTICLE 3 – CONDITIONS FINANCIERES**

#### **Indemnités d'occupation :**

Eu égard à l'intérêt général des activités pour lesquelles la mise à disposition est consentie, à savoir notamment l'hébergement l'antenne de la protection civile du REVEST, la présente convention est consentie à titre gratuit.

#### **Charges locatives :**

La Commune fera son affaire personnelle de la souscription des contrats (branchements, consommation, abonnement) d'électricité, d'eau, de téléphone, de

fibre et de maintenances diverses liées au fonctionnement des équipements et matériels nécessaires à son activité.

Elle fera également son affaire personnelle du nettoyage des locaux mis à sa disposition.

### Impôts

La Commune devra seule supporter la charge de tous impôts et notamment la taxe foncière et d'enlèvement des ordures ménagères auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis terrains, aménagements ou installations quelles qu'en soient la nature ou l'importance et qui seraient exploités en vertu de la présente convention.

## **ARTICLE 4 – DROITS ET OBLIGATIONS**

La présente convention est conférée à titre précaire et révocable. Elle ne peut se prolonger par tacite reconduction au-delà de douze ans, et la Commune ne pourra en aucune manière, et sur quelque fondement juridique que ce soit se prévaloir d'un droit au maintien dans les lieux ou au renouvellement de la présente convention.

La présente convention est conclue *intuitu personæ*. Cependant, la Commune pourra autoriser l'antenne de la protection civile revestoise à occuper les locaux, à titre gratuit

L'occupation se fera dans des conditions de nature à ne troubler ni l'ordre public ni la quiétude du voisinage.

Tout affichage ou publicité sur les installations occupées sont strictement interdits.

La Commune occupe à ses risques et périls le local, objet de la présente. Elle est responsable à l'égard des tiers des dommages causés par elle-même, ses agents ou ses installations.

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE décline toute responsabilité concernant les actes de malveillance, vols ou des dommages subis par la Commune du fait des dégâts causés par des événements naturels et climatiques.

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE pourra néanmoins exiger la fermeture temporaire en cas de force majeure, événement exceptionnel ou en cas de contraintes de sécurité imposées par les services de l'État, sans que la Commune puisse exiger de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE le versement d'une indemnité.

## **ARTICLE 5 – JOUISSANCE DES LIEUX ET ETAT DES LIEUX**

### 5-1 : Jouissance des lieux

La Commune prend les lieux, installations, dépendances dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée dans les lieux.

Elle ne sera pas admise à réclamer des indemnités quelconques, sous quelque prétexte que ce soit (erreurs, omission, défaut de désignation, vice caché, mauvais état du sol, sous-sol...). Elle ne devra ni modifier la distribution des lieux, ni effectuer



ou autoriser construction ou démolition, ni percer des murs ou cloisons sans autorisation préalable et écrite de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE.

La Commune et ses prestataires seront tenus de respecter les consignes qui leur seront données par les services compétents de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE pour le fonctionnement des chantiers et le respect des règles de sécurité.

#### 5-2 : Etat des lieux

Après toute modification des lieux et biens meubles ou immeubles intervenant après l'entrée en jouissance par la Commune, par changement, adjonction, suppression, un état des lieux et inventaire complémentaires seront établis.

En fin d'occupation, un procès-verbal de constat sera dressé de manière contradictoire. La comparaison des états des lieux initiaux, complémentaires et de départ servira de base à la détermination et au coût des travaux de réfection qui seront à la charge de la Commune, chaque fois que les dégradations ne résulteront pas de la vétusté ou de l'utilisation normale des lieux.

### **ARTICLE 6 – AMENAGEMENT**

Le bâtiment est mis à disposition en l'état. La Commune s'engage à réaliser à sa charge tous les travaux nécessités par l'occupation de l'immeuble conformément à la réglementation en vigueur, notamment au regard des règles d'urbanisme, de sécurité et d'hygiène, des établissements recevant du public, y compris en cas d'évolution de la législation applicable et les travaux requis par l'administration.

La Commune exécutera elle-même ou fera exécuter, sous sa seule responsabilité, par l'entreprise de son choix et à ses frais, les travaux correspondant au projet d'occupation de la bâtisse.

Conformément aux obligations relatives aux ERP de 5<sup>ème</sup> catégorie accueillant moins de 20 personnes la Commune s'engage :

- Maintenir en bon état les installations techniques et moyens de secours,
- Disposer d'une installation électrique conforme,
- Disposer d'un extincteur approprié au risque,
- Disposer d'un moyen d'alarme incendie,
- Disposer d'un moyen d'alerte des secours
- L'accessibilité des personnes à mobilité réduite devra être assurée.

L'effectif sera limité à 19 personnes maximum simultanément dans les locaux.



## **ARTICLE 7 – TRAVAUX**

La fourniture, la mise en place et le démontage du matériel sont à la charge de la Commune qui en aura également l'entretien et en assurera la responsabilité. Elle s'oblige à faire procéder à ses frais à tous les contrôles et vérifications, notamment en matière de sécurité des installations, de telle manière que leur utilisation soit compatible avec leur destination définie précédemment.

En dehors des travaux de maintenance ordinaire, la Commune ne peut ni procéder à des constructions, installations ou aménagements à caractère immobilier, ni transformer les lieux attribués, sans le consentement préalable et écrit de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, sans préjudice des autres autorisations éventuellement nécessaires.

Toute modification extérieure est prohibée, sauf en cas d'accord écrit de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE.

## **ARTICLE 8 – ASSURANCES**

La Commune fournira dès son **entrée dans les lieux et chaque année, au plus tard le 31 janvier**, les diverses polices d'assurance à jour et la preuve du règlement des primes afférentes.

### **8-1 : Polices d'assurances**

La Commune devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile, mais également contre tous les risques locatifs, notamment recours des voisins, dégâts des eaux, bris de glace, explosions, incendie.

La Commune est tenue d'assurer elle-même directement tous agencements de matériels et objets mobiliers pouvant lui appartenir, de même que tous objets y compris les mobiliers appartenant à ses agents ou à des tiers et se trouvant ou pouvant se trouver dans les locaux, dépendances et terre-pleins attribués.

### **8-2 : Sinistre**

En cas de sinistre, la Commune aura l'obligation d'entreprendre sous trois mois après sinistre, réparation des dommages ou reconstitution du bien et d'y affecter toutes les sommes reçues en vertu des polices d'assurance contractées. Passé ce délai, ou si après avoir entrepris les travaux, la Commune ne les poursuit pas avec diligence, la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE sera fondée à prononcer la résiliation de la présente convention.

### **8-3 : Indemnisation**

Sauf manquement à ses obligations contractuelles, la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ne pourra en aucun cas être inquiétée au sujet d'un accident ou d'un dommage quelconque survenu au cours de l'occupation accordée par la présente convention.

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ne pourra en aucun cas et à aucun titre, être tenue pour responsable des dégradations, vols, ou détournements dont la Commune pourrait être victime dans les locaux mis à disposition.

## **ARTICLE 9 : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

La Commune devra :

- laisser à tout moment, et à chaque fois qu'il sera nécessaire, le libre accès aux services de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ou à toute personne ou société mandatée par le représentant de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, afin de vérifier l'état des locaux mis à disposition, ou pour s'assurer que les clauses et conditions de la présente sont respectées,
- supporter sans indemnités les gênes qui pourraient résulter de certains travaux sur la Dépendance Publique Métropolitaine et ce quel que soit la durée,
- se conformer à la législation notamment en matière d'hygiène, de sécurité, d'accessibilité ainsi qu'aux directives qui pourront lui être données à tout moment notamment par le représentant de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ou ses services.
- signaler à la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE toute anomalie, ainsi que tout dysfonctionnement.

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE pourra demander tous les justificatifs qu'elle jugera utile afin de s'assurer de la bonne exécution de la présente.

## **ARTICLE 10 – RESPONSABILITÉ DE LA COMMUNE**

La Commune :

- est responsable civilement et pénalement de tous les contentieux résultant de ses agissements. A ce titre, elle est tenue de s'assurer au titre de la Responsabilité Civile du propriétaire pour toutes les conséquences pouvant résulter de ses activités,
- est responsable de la totalité des équipements, constructions et occupations diverses installés dans l'emprise du domaine mis à sa disposition. Elle est tenue de respecter toutes les réglementations relatives à ces installations.
- déclare expressément renoncer à tout recours de quelque nature que ce soit envers la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE.

## **ARTICLE 11 – EXECUTION DE TRAVAUX PAR LA METROPOLE**

Dans le cas où des travaux sont décidés, soit pour permettre l'aménagement des abords de l'espace mis à disposition, soit pour tout autre motif d'intérêt général, la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE se réserve le droit de les faire exécuter si besoin est. Dans ces éventualités, la Commune ne peut s'opposer à l'exécution des travaux, ni prétendre à aucune indemnité ni réduction de redevances pour pertes, dommages, troubles de la jouissance, préjudices commerciaux.

## **ARTICLE 12 – RENOUVELLEMENT**

La présente mise à disposition, **de caractère précaire et révocable**, ne saurait faire l'objet d'aucun renouvellement systématique au-delà de douze ans, y compris par tacite reconduction.

## **ARTICLE 13 – CESSATION**

Toute cessation d'occupation devra être signalée à la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE. La Commune sera alors tenue de demander la résiliation de la présente convention.

La cessation de l'occupation implique obligatoirement le rétablissement des lieux en leur état initial par les soins et aux frais de la Commune (dépose, enlèvement, stockage et nettoyage). A défaut d'exécution, la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE est habilitée à se substituer à elle et à ses frais.

### **1°/ La cessation à l'initiative de la Commune**

A la demande de la Commune, la cessation intervient sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception acceptée par la Métropole, sous réserve de respecter un préavis de six mois.

### **2°/ La cessation à l'initiative de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE peut procéder à la résiliation de la présente convention d'occupation temporaire pour défaut d'exécution des obligations de la Commune, notamment le non-respect ou inobservation des obligations énoncées ci-dessus.

Cette résiliation intervient sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception, sans aucune formalité judiciaire, ni indemnité. Elle est immédiate et ne préjuge pas des éventuelles poursuites contentieuses.

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE peut procéder à la résiliation de la présente convention d'occupation temporaire pour cause d'intérêt général. Ce retrait intervient sur simple notification par lettre recommandée, avec accusé de réception, sans aucune formalité judiciaire, ni indemnité.

## **ARTICLE 14 – RECOURS**

La présente convention peut faire l'objet soit d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

## **ARTICLE 15 – INFORMATIQUE ET LIBERTES**

Les informations recueillies par le mandataire dans le cadre de la présente convention font l'objet d'un traitement informatique nécessaire à l'exécution des missions confiées à la Métropole par la présente convention. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, les parties bénéficient d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui les concernent. Pour exercer ces droits, les parties peuvent s'adresser à la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, aux coordonnées sus-indiquées.

Fait à Toulon, le

Le Maire du REVEST-LES-EAUX,

Le Président de la Métropole  
TOULON PROVENCE  
MEDITERRANEE,

Ange MUSSO

Jean Pierre GIRAN



Place Jean Jaurès 83200 (VAR)

☎04.94.98.19.90

☎04.94.98.19.99

Le 26 décembre 2024

LE MAIRE DE LE REVEST-LES-EAUX

A

Monsieur le Président  
Métropole Toulon Provence Méditerranée  
107 Boulevard Henri Fabre  
CS 30536  
83041 TOULON cédex 9

Nos références : AM/FS  
Affaire suivie par : F. SIMIAN

**Objet : demande de mise à disposition d'un bâtiment T'PM**

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir autoriser la mise à disposition d'un bâtiment appartenant à la Métropole Toulon Provence Méditerranée, dans le cadre d'un intérêt général et notamment afin d'héberger l'antenne de la protection civile revestoise.

Ce bâtiment est situé boulevard d'Estienne d'Orvès sur la commune du Revest-les-eaux.

Vous remerciant pour l'attention de vous porterez à ma requête.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sincères salutations.

LE MAIRE  
Ange MUSSO





Toulon le 07 JAN 2025

Jean-Pierre GIRAN  
Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

à

Monsieur Ange MUSSO  
Maire du REVEST-LES-EAUX  
Vice-président de la Métropole  
Hôtel de Ville  
Place Jean Jaurès  
83200 REVEST-LES-EAUX

*Direction Générale des Services*  
Valérie PAECHT  
Directeur Général des Services

*Direction Générale Adjointe des Services  
Finances et Moyens*  
Claude WEISSE  
Directeur Général Adjoint des Services

Affaire suivie par :  
*Direction de l'Immobilier et du Foncier*  
Claire HUMMEL  
[chummel@metropletpm.fr](mailto:chummel@metropletpm.fr) - 04.94.93.68.37

**N/Réf :** JPG/VP/CW/CH/2025 n° 69  
**V/Réf :** AM/FS

**OBJET :** Demande de mise à disposition d'un bâtiment TPM

Monsieur le Maire,

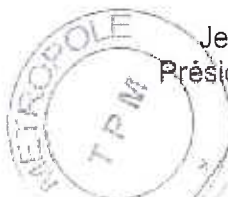
Par courrier du 26 décembre 2024, vous avez sollicité de la part de la Métropole, la mise à disposition, au profit de la commune, d'un immeuble situé sur le territoire de votre commune, boulevard d'Estienne d'Orves.

Vous précisez que la commune souhaite mettre en œuvre un projet d'intérêt général, et notamment y héberger l'antenne de la protection civile revestoise.

Par la présente je vous informe de l'accord de la Métropole pour l'établissement d'une convention en ce sens.

Mes services se tiennent à votre disposition, pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Jean-Pierre GIRAN  
Président de la Métropole

